

91, rue de Charenton

75012 Paris

Mail : contact@syndicat-magistrature.org

Twitter : @SMagistrature

Le 2 mars 2021

Attaques contre la justice financière : où sont passés le garde des Sceaux et le président de la République ?

Les organes de lutte contre la corruption en France doivent décidément avoir le cuir épais pour faire face à tant d'agressions de la part de ceux-là même dont l'éthique publique devrait être la sève.

En particulier, le Parquet National Financier (PNF) en fait sacrément les frais depuis plusieurs mois et, de nouveau violemment, depuis hier, alors que le tribunal correctionnel de Paris a rendu sa décision dans le dossier dit « Paul Bismuth », condamnant Nicolas Sarkozy, Gilbert Azibert et Thierry Herzog notamment pour « corruption » et « trafic d'influence ».

Une constellation d'attaques, voire d'intimidations, pleut depuis l'annonce du verdict. Bien au-delà des commentaires, attendus vu le caractère historique de cette décision, le PNF, mais également l'institution judiciaire, doivent en effet encaisser un certain nombre de souillures au motif que le tribunal ne leur a pas donné raison. Ce tribunal - lorsqu'il n'est pas confondu par certains glossateurs avec le parquet - et à travers lui la justice est ainsi taxé de participer à un « acharnement judiciaire », à une « cabale », voire à un complot politique.

C'est oublier que la lutte contre la corruption devrait être un impératif d'action publique, comme l'a encore relevé le Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO), organe du Conseil de l'Europe, dans son dernier rapport¹ en pointant l'action salvatrice du PNF et la nécessité de renforcer ses moyens.

Que l'institution judiciaire soit attaquée et abîmée simplement parce qu'elle a rendu justice - et qu'elle la rendra encore puisque les intéressés ont exercé leur droit d'appel - devrait conduire les garants de son indépendance, à savoir le ministre de la Justice et le président de la République, à intervenir pour la protéger et faire en sorte qu'elle continue à officier sereinement en droit et en fait, y compris lorsque la délinquance élitaine est visée. Mais manifestement l'amitié et les intérêts des plus dotés sont plus forts que certains principes constitutionnels, le pot de terre ne récoltant finalement à leurs yeux que ce qu'il mérite.

¹ GRECO. Rapport d'évaluation France du 9 janvier 2020. Cinquième cycle d'évaluation : Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux et des services répressifs.